

Lettre aux électeurs de France

Le 5 mai 2002 : plébiscitez la démocratie !

>> Paris le 1er mai 2002. Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle française du 21 avril 2002 ont provoqué une onde de choc qui a largement dépassé les frontières de l'hexagone. C'est en raison de la gravité de cette situation, que la FIDH, qui n'a jamais pris position dans un scrutin se déroulant dans un pays démocratique, appelle aujourd'hui les Français à se mobiliser en masse le 5 mai prochain. La FIDH soutient avec force l'appel lancé de son affiliée française la Ligue des droits de l'Homme (LDH) à voter pour M.Chirac, seul moyen de faire effectivement barrage à M. Le Pen.

L'événement du 21 avril, tantôt qualifié de "séisme", "d'électrochoc" ou de "tremblement de terre", a bouleversé toutes celles et ceux qui, à travers le monde, considèrent la France comme la Patrie des droits de l'Homme, un pays dont le peuple a forgé dans la douleur et le sang le message universel de la Fraternité et de la dignité humaine.

Que s'est-il donc passé ? La France veut-elle rejoindre le camp honni de la surenchère sécuritaire qu'occupent l'Autriche, l'Italie, le Danemark, et qu'elle a elle-même fustigés ? Comment une France si importante de la société française a-t-elle pu succomber aux tentations dangereuses d'une idéologie extrémiste qui postule la "préférence nationale" et dont le programme, "pour un avenir français", n'est qu'un condensé de rancœur, de racisme, de xénophobie et d'enfermement identitaire ? De l'interdiction du regroupement familial, à la notion de "préférence nationale", en passant par une régression sans égale du rôle de la femme dans la société, et une intolérance sans nom vis-à-vis de "l'impérialisme culturel cosmopolite", cette insanité n'est de fait, dans son contenu tout entier, qu'une incitation à la haine de l'humanité.

Ce terrible message des urnes est inacceptable au regard de l'histoire de la France dans un pays qui s'est dressé pour

lutter contre le fascisme et toutes les idéologies de la mort. Il l'est encore davantage au regard de la contribution exceptionnelle de la France à la création de l'ONU, cet instrument majeur que l'humanité s'est donné pour bâtir un monde de paix débarrassé de la barbarie, et à l'élaboration des principaux instruments internationaux qui consacrent les principes universels de la démocratie et des droits de l'Homme.

La date du 21 avril ne peut être qu'un dérapage, une "infortune de la République" dont les raisons sont multiples et complexes. On en retiendra d'abord que les électeurs n'étaient pas au rendez-vous ce sinistre jour. Ils ont boudé les urnes soit par rejet, soit par calcul, soit par indifférence. Ils ont eu tort car la démocratie n'est pas un jeu. Le suffrage universel est un droit qui a été conquis de haute lutte. Son corollaire est le devoir de voter, celui d'exprimer son opinion aux échéances républicaines qui restituent

aux citoyens le pouvoir souverain de valider ou d'invalider le mandat de ses dirigeants.

Les électeurs français doivent, à présent, dépasser l'incrédulité, la rage, le sentiment de culpabilité dont ils souffrent et qu'expriment avec force les centaines de milliers de personnes qui manifestent quotidiennement dans les rues.

S'ils veulent se réconcilier avec eux-mêmes et réconcilier la France avec elle-même, ils doivent se mobiliser dans un sursaut d'honneur, pour prendre d'assaut les urnes le 5 mai et voter pour le candidat de la République, et laver ainsi l'affront fait à la démocratie. Le 5 mai, la FIDH et la LDH appellent à un plébiscite pour la démocratie en France.

Sidiki Kaba
Président de la FIDH
Michel Tubiana
Vice-président de la FIDH
Président de la LDH

LA DÉMOCRATIE S'ADRESSE À LE PEN.



Lettre de Michel Tubiana à tous les membres de la LDH

>> 82 à 18, ce score marque une défaite et ne résout rien. Le résultat du second tour de l'élection présidentielle marque, d'abord, la conscience qu'ont eu une grande majorité des citoyens que le Front national n'est pas un parti comme les autres et qu'il fallait le dire clairement.

C'est la conséquence de la mobilisation civique qui a eu lieu entre les deux tours, où la LDH a pris toute sa place. A l'inverse de ceux qui ont prôné l'abstention ou le vote blanc, les électeurs ont affirmé que l'on ne défendait pas la démocratie et les libertés du bout des lèvres. Les libertés se défendent ici et maintenant et non en pratiquant la politique du pire ou en adoptant des postures radicales. Comme si nous avions à gagner à une radicalisation d'une droite qui aurait eu à donner encore plus de gages si le score avait été plus serré. Les valeurs démocratiques ne sont pas à géométrie variable et faire la différence entre J. Chirac et J.M. Le Pen, c'est tout simplement reconnaître que le combat n'est pas de même nature à l'égard de l'un ou de l'autre. En ce sens, je persiste à dire que tant par ses pratiques que par sa position de fond, l'attitude de Lutte ouvrière n'est pas acceptable. Il faut avoir une singulière conception de la vie démocratique pour participer à une manifestation appelée sur un thème antagoniste à celui soutenu par les organisateurs de la manifestation. Si cette manière de faire est l'expression d'un débat démocratique, alors je pense, effectivement, que l'on ne partage pas le même sens de la démocratie. Considérer qu'il n'y a pas de différences entre un homme et un parti qui veulent mettre à bas jusqu'au fonctionnement même de la démocratie et un homme et des partis avec lesquels nous avons les désaccords les plus profonds mais qui ne se proposent pas de réduire la démocratie à un plébiscite permanent, c'est admettre

que la démocratie est purement formelle. C'est l'inverse du combat de la LDH.

C'est pourquoi, nous continuerons, dans la perspective des élections législatives, à agir dans le même sens. Seule ou avec d'autres, la LDH se doit d'interpeller tous les candidats pour leur demander de s'interdire toute alliance mais aussi tout compromis, sous quelque forme que ce soit, avec le Front national.

Ceux qui penseraient qu'après le 5 mai, les choses peuvent reprendre leur cours normalement, comme si de rien n'était, se trompent gravement.

Mais ce résultat ne résout rien. D'abord, plus de 5 millions d'électeurs ont trouvé possible et normal de voter en faveur du Front national. Cela illustre la profondeur du mal et l'insuffisance des réponses apportées aux attentes de beaucoup. A ce titre, le sursaut civique qui a eu lieu ne saurait nous dispenser, tous, d'un regard critique sur nos insuffisances et nos erreurs. Ceux qui penseraient qu'après le 5 mai, les choses peuvent reprendre leur cours normalement, comme si de rien n'était, se trompent gravement. Ce résultat ne résout rien car nous savons, aussi, à quoi nous aurons à faire face : une politique sécuritaire, la régression des acquis sociaux, un immobilisme institutionnel qui perpétuera l'impossibilité de participer à la vie démocratique, etc.

Notre première tâche concerne les élections législatives. Nous devons agir pour faire comprendre aux responsables de tous ceux qui nous sont proches et à leurs élus, que comme pour la mobilisation contre Le Pen qui a réuni jeunes et moins jeunes, mouvement associatif et mouvement syndical, l'heure n'est ni à l'isolement ni à la concurrence. La mobilisation contre Le Pen avait pour but de barrer la route à l'odieux, il faut maintenant tout faire pour que le plus

grand nombre possible de ceux qui seront élus à l'Assemblée nationale puissent faire obstacle à un gouvernement qui se sentirait les mains libres d'appliquer un programme contraire à nos valeurs et à nos attentes. Nous devons aller plus loin. Aujourd'hui se manifeste une volonté de débattre, de repenser bien des sujets. Nous devons participer pleinement à ces débats, à la place qui est la nôtre, en évitant deux écueils. Nous devons conserver la distance nécessaire à l'égard de tous les partis politiques de manière à ne pas être entraînés dans les inévitables rivalités électorales qui ne sont pas de notre ressort comme nous devons conserver notre indépendance à l'égard de tel ou tel courant politique, même s'il s'exprime au travers d'organisations associatives ou syndicales qui nous sont proches. C'est donc en toute autonomie que la LDH doit apporter sa contribution aux débats qui naissent ici ou là.

Sur la sécurité, les institutions, les rapports des citoyens au politique, sur l'exclusion sociale, sur les discriminations, sur l'Europe, sur la politique d'immigration, voici un ensemble de sujets (non limitatifs) sur lesquels nous devons initier débats et réflexions et participer à ceux qui peuvent être organisés.

Bien plus que de ressasser nos amertumes ou de se figer dans des attitudes de Cassandre et de chevalier blanc, nous avons à participer à la réappropriation de la démocratie. C'est le moyen de lutter ensemble contre la haine et le désespoir, c'est un moyen pour construire ensemble de nouvelles perspectives et de nouveaux droits.

Michel TUBIANA
Président de la LDH